



n°13, mars 2009

Jean-François Bayart

Chercheur au CNRS (SciencesPo-CERI)

Buter les « révolutions de couleur » dans les chaudières

Vladimir Poutine s'était donné comme objectif de « buter les terroristes dans les chiottes ». Fort de la pacification de la Tchétchénie, et dans ses nouveaux habits de Premier ministre d'un régime parlementaire de troisième type, il se propose maintenant de buter les « révolutions de couleur » dans les chaudières. Telle est la signification du bras de fer qu'il a engagé avec l'Ukraine. Après avoir déstabilisé la « révolution des roses » en Géorgie, après avoir fait entériner par Nicolas Sarkozy, médiateur européen trop pressé, le droit pour le Kremlin de porter secours aux minorités russophones que la démocratie met en danger, il joue à Kiev sur le velours, tant la classe politique ukrainienne portée au pouvoir à l'occasion de la « révolution orange » met d'entrain à se discréditer. Le message de la Russie est frappé du sceau du marché : l'Ukraine doit payer son gaz au prix que fixe celui-ci, honorer sa dette, cesser de prélever pour ses besoins sur les exportations destinées à l'Europe. En lecture subliminale, il est aussi limpide : les kleptocrates de Kiev qui souhaitent adhérer à l'Otan et à l'Union européenne ne sont pas fiables. Pour grossière qu'elle soit, la manœuvre est efficace. Soutien traditionnel des « révolutions de couleur », Varsovie prend ses distances par rapport à l'Ukraine. Les Européens de l'Est reprochent à leurs partenaires de l'Ouest leur manque de solidarité, en oubliant que le fonctionnement des gazoducs ne peut être inversé pour acheminer dans les Balkans des réserves d'autres pays. La Bulgarie et la Slovaquie menacent de relancer les réacteurs nucléaires dont Bruxelles avait obtenu la fermeture. L'Union européenne s'est interdit de diversifier son approvisionnement en renonçant à investir en Iran et à miser sur la connexion entre ce pays et le réseau turc de gazoducs.

Vladimir Poutine caresse l'espoir de parvenir à ses fins : la « normalisation », sinon la « récupération » de l'Ukraine, et le troc de ses installations gazières contre l'annulation de sa dette. Il mise sur l'implication de ses dirigeants dans la très opaque économie politique de l'énergie pour mieux les diviser : la Premier ministre, Yulia Tymoshenko, Viktor Yanukovich, le leader de l'opposition pro-russe, et le président Viktor Yushchenko sont personnellement liés à des intérêts gaziers. Mais ceux-ci sont en partie transnationaux : RosUkrEnerg, que dénonce Vladimir Poutine, est une joint-venture entre Gazprom et des traders ukrainiens proches de Viktor Yushchenko. Et la Russie est dépendante de l'infrastructure de sa voisine pour honorer ses contrats, n'a pas de capacité suffisante de stockage et a besoin de devises alors que chutent le rouble et les investissements directs étrangers. En outre, sa brutalité ruine son image commerciale. Reste une inconnue : Vladimir Poutine, dont le culte de la personnalité enfle, mais dont la crise mondiale met à bas le bilan économique, est-il encore un joueur rationnel qui maîtrise sa partie, ou la marionnette vaniteuse d'oligarques intermédiaires qui prospèrent à l'interface de Moscou, de Kiev et du canton de Zoug? Quoi qu'il en soit, sa grosse colère contre l'Union européenne, après que celle-ci a signé avec l'Ukraine, le 23 mars, un accord pour financer la réhabilitation de son réseau de gazoducs, montre qu'il ne lâche pas prise.